

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts de France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CVE CUD DUNKERQUE

rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe
59140 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0007003941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement CVE CUD DUNKERQUE implanté rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur la mise en œuvre de la surveillance environnementale prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2007 modifié et sur le contrôle de l'absence de radioactivité des déchets entrants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CVE CUD DUNKERQUE
- rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque

- Code AIOT : 0007003941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La communauté urbaine de Dunkerque exploite un Centre de Valorisation Energétique (CVE) situé dans la zone industrielle de Petite-Synthe. Le centre est autorisé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 modifié.

La communauté urbaine de Dunkerque a confié la gestion opérationnelle à la société BIOGIE (groupe PAPREC).

Le CVE traite les déchets suivants:

- déchets ménagers non recyclables par le centre de tri;
- refus de traitement du centre de tri;
- déchets combustibles ne pouvant faire l'objet d'une valorisation des matières issues des déchetteries, de la collecte des encombrants et des déchets de cartonnage;
- déchets industriels non dangereux assimilables aux déchets ménagers.

Les installations sont constituées:

- d'une fosse de réception;
- d'un ensemble four-chaudière d'une capacité de 12 t/h;
- d'un système de traitement des fumées en phase humide;
- d'un groupe turbo-alternateur et d'équipements thermiques;
- d'une station de traitement des effluents liquides provenant du traitement des fumées avant leur rejet vers une STEP;
- d'une dalle pour le stockage et le tri des encombrants. Cette dalle a été mise en service en fin d'année 2021.

Le CVE est dimensionné pour traiter et valoriser énergétiquement 94 500 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant de producteurs situés à moins de 100 km du site.

L'énergie issue de ce traitement thermique est convertie sous forme d'électricité, pour être ensuite injectée dans le réseau EDF, et de vapeur injectée dans un réseau de chaleur situé à proximité.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de l'impact sur l'environnement au	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	voisinage de l'installation			
4	Surveillance environnementale - Prélèvement de sols	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	11 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance environnementale - Contrôles par jauges OWEN	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4	Sans objet
3	Surveillance environnementale - Contrôles par ray-grass	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4	Sans objet
5	Conduite à tenir en cas de détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 2.14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives pour l'instant. Deux fiches de constat nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur

l'environnement. **Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V).** Les PCB like sont également recherchés mais uniquement lors du point zéro.

La détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement doit être effectuée :

- avant la mise en service de l'installation (point zéro) ;
- dans un délai compris entre 3 et 6 mois après la mise en service de l'installation ;
- après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, conformément au protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07

Les mesures doivent être réalisées sur les lieux où l'impact de l'installation est supposée le plus important. Pour cela l'exploitant doit disposer d'une étude de dispersion de ses rejets atmosphériques permettant de localiser les lieux d'impact maximal.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 9.4.5 du présent arrêté préfectoral, et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance si elle existe.

Selon les résultats obtenus, un renforcement de la surveillance environnementale pourra éventuellement être imposé par arrêté complémentaire.

Constats :

L'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation fait référence au protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07.

Ce protocole prévoit :

- une campagne annuelle par jauges OWEN en 8 points (5 points de mesure et 3 points témoins). Les points ont été choisis à partir de l'étude de dispersion des rejets atmosphériques du site de façon à avoir des prélèvements dans des zones d'impact maximal, mais également dans des zones non impactées afin d'avoir des valeurs de comparaison,
- **une durée de prélèvement de 2 mois pour les dioxines et furanes** et de 1 mois pour les poussières et métaux : 12 métaux et 17 congénères PCDD/F
- un prélèvement de sol tous les 5 ans au niveau des 8 mêmes points que pour les campagnes par jauges OWEN : 12 métaux et 17 congénères PCDD/F

Peu avant l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'utilisait plus le protocole de surveillance KA-07-07- 08 version 1 du 24/07/07, mais un plan de surveillance sur l'environnement plus récent référencé CKL21/A554/PR01 version 1 du 21 juin 2022. Ce nouveau plan a été mis en œuvre à l'initiative de l'exploitant sans information préalable de la DREAL.

Ce protocole prévoit :

- une campagne annuelle d'un mois, entre septembre et décembre, par jauges OWEN : 12 métaux et 17 congénères PCDD/F,
- une campagne annuelle d'un mois, entre avril et novembre, par ray-grass : 12 métaux et 17 congénères PCDD/F,
- un prélèvement de sol tous les 5 ans : **7 métaux** et 17 congénères PCDD/F.

Les 8 points de prélèvements sont les mêmes que ceux du protocole de 2007. Les campagnes par jauges OWEN et ray-grass sont faites en même temps en fin d'année (septembre/octobre).

Lors de l'inspection, il a été indiqué que :

- la modification du protocole de surveillance aurait dû faire l'objet d'une demande d'accord préalable de l'administration,
- la durée de la campagne pour les dioxines et les furannes n'était pas de 2 mois conformément au protocole initialement validé (les campagnes par jauges OWEN et par ray-grass sont simultanées),
- il manquait 5 métaux pour les prélèvements de sol (Ti, Sb, Co, Cu et V),
- il fallait veiller à utiliser les données d'une station météorologique de référence proche du site durant la période de prélèvement,
- la DREAL n'était pas opposée à l'ajout d'une campagne ray-grass sous réserve qu'elle soit décalée par rapport à la campagne par jauges OWEN (ray- rass au printemps et jauges OWEN en fin d'année). Le décalage permettrait d'avoir au total 2 mois de mesures conformément au protocole de 2007 et d'affiner la surveillance environnementale en utilisant deux méthodes de prélèvement différentes sur deux périodes distinctes de l'année.

Suite à ces remarques, l'exploitant a transmis par courriel du 6 janvier 2026 une nouvelle version du protocole de surveillance environnemental, référencée CKL21/A554/PR01 version 2 du 23 décembre 2025. La nouvelle version stipule que les campagnes comprendront :

- un mois de prélèvement par jauge OWEN entre septembre et décembre : 12 métaux et 17 congénères PCDD/F
- un mois de suivi des retombés par ray- rass entre avril et novembre à une période différente des jauges : 12 métaux et 17 congénères PCDD/F
- une récupération des données météorologiques auprès d'une station locale installée au droit du site ou de ses environs, ou auprès de la station météo la plus proche,

- des prélèvements de sol tous les 5 ans : **métaux** et 17 congénères PCDD/F. **Le bureau d'étude ayant rédigé le protocole précise que la mesure des métaux, Ti, Sb, Co, Cu et V n'était prévue que dans le cadre de la campagne « point zéro ».**

L'inspection des installations classées ne valide pas ce point et maintient sa demande portant sur une mesure des 12 métaux listés à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 : Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V. Cette liste figure également dans le protocole CKL21/A554/PR01 version 1, référencé dans l'arrêté, en page 4 et 50 paragraphe 4.3.3 « Prélèvement de sol » « Comme pour les jauges, les paramètres analysés à chaque campagne seront les dioxines et les 7 métaux lourds (Cd, Hg, Pb, As, Cr VI, Mn, Ni) + Ti, Sb, Co, Cu et V. ».

Les résultats du programme de surveillance environnemental figurent bien dans le bilan annuel présenté en Commission de Suivi de Site. Pour chaque point de mesure un suivi de tendance est réalisé sur plusieurs années. Jusqu'à présent les résultats obtenus n'ont pas montré de dérive et n'ont pas nécessité de renforcement de la surveillance.

L'exploitant tient compte des périodes prévisionnelles d'arrêt pour maintenance lors de la planification de la surveillance. Pour les 3 dernières années, le site était bien en activité lors des actions de surveillances environnementales.

-2023 : arrêt du 4 au 17/06/23 et prélèvement du 21/09 au 19/10,
-2024 : arrêt du 16 au 23/03/24 et du 16 au 30/11/2024 et prélèvement du 17/09 au 17/10.

L'analyse des dernières campagnes de prélèvement pour chaque type de surveillance figure dans les fiches suivantes.

Les résultats de la surveillance environnementale ne sont pas transmis régulièrement à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour, sous 1 mois, le programme de surveillance environnemental référencée CKL21/A554/PR01 version 2 du 23 décembre 2025 en y intégrant une surveillance des sols portant sur les 12 métaux listés à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 : Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V.

Après validation, ce protocole sera repris en référence dans l'arrêté préfectoral du site qui est en cours de mise à jour.

Les résultats de la surveillance environnementale doivent être transmis dès leur connaissance à l'inspection des installations classées, de préférence en pièce jointe à un mail. Le système de mise à disposition d'un drive partagé ne fonctionne pas, car il nécessite un mot de passe et la création

d'un compte Microsoft qui sont rapidement obsolète en cas de non utilisation prolongée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance environnementale - Contrôles par jauges OWEN

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Jauges OWEN

Prescription contrôlée :

Article 9.2.4. - Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V). Les PCB like sont également recherchés mais uniquement lors du point zéro.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, conformément au protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07.

Protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07

Surveillance par jauges OWEN

- Annuelle - Entre septembre et février
- Poussières, métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V), dioxines et furanes
- 5 jauges « mesure » et 3 jauges « témoins »
- Campagne de 2 mois pour les dioxines et furanes et 1 mois pour les poussières et métaux
- Données météorologiques de la station METEO France de Dunkerque

Constats :

Les deux dernières campagnes de prélèvement par jauges Owen ont été faites du :

- 2023 : 21/09 au 19/10,
- 2024 : 17/09 au 17/10.

Les prélèvements sont réalisés en 8 points, 5 sites « mesures », 3 sites « témoins », plus un blanc correspondant à une jauge non exposée, mais également analysée.

Les composés analysés sont les 12 métaux solubles et insolubles et les dioxines et les furanes.

Pour la campagne 2024, KALI'AIR a installé une station météorologique locale à proximité du site, mais pas sur le site même. Elle se trouvait au niveau du point 5 à 1,2 km au sud-ouest du CVE.

Les mesures sont analysées par le bureau d'étude KALI'AIR. Les conclusions du rapport d'analyse de la campagne de 2024, indique pour :

- les dioxines et furanes polychlorés : « D'autres sources de dioxines et furanes, extérieures au CVE, semblent présentes dans la zone d'étude. L'impact du site sur les points de surveillance n'est pas mis en évidence lors de cette campagne (confondu avec le bruit de fond environnemental) »,
- les poussières : « L'impact du site sur les teneurs en poussières n'est pas mis en évidence lors de cette campagne 2024. Par comparaison à la valeur de référence choisie (limite allemande TA LUFT à 350 mg/m²/j), nous constatons que les niveaux de poussières sont inférieurs à cette valeur, quelle que soit la zone mesurée, »
- les métaux lourds : « Les teneurs en métaux totaux au niveau des points « mesure » sont légèrement plus importantes que celles observées au niveau des points « témoins ». Plusieurs sources de métaux lourds sont à envisager dans l'environnement proche du site. Il n'est pas possible d'imputer les teneurs en métaux retrouvés dans l'environnement uniquement aux activités du CVE de Dunkerque. Aucun dépassement des valeurs limites allemandes (pour les métaux en disposant) n'est observé au niveau des points de surveillance ».

Le rapport comprend un suivi de tendance des différentes campagnes réalisées depuis 2018. Ce suivi montre des résultats relativement stables entre les différentes campagnes.

Les campagnes par jauges OWEN présentent les écarts suivants par rapport au protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07 :

- campagne de 1 mois au lieu de 2 pour les dioxines et furanes. L'exploitant réalise également une campagne de prélèvement par ray-grass, mais simultanément à la campagne par jauges OWEN,
- données météorologiques d'une station provisoire au lieu de celle de la station METEO France de Dunkerque.

Suites à ces remarques la CUD a transmis par courriel du 6 janvier 2026 une nouvelle version du protocole de surveillance environnemental, référencée CKL21/A554/PR01 version 2 du 23 décembre 2025 qui prévoit un mois de prélèvement par jauge OWEN entre septembre et décembre (12 métaux et 17 congénères PCDD/F) et en complément un mois de suivi des retombés par ray-grass entre avril et novembre à une période différente des jauges. On aurait donc bien 2 mois de prélèvement des dioxines et furanes,

- une récupération des données météorologiques auprès d'une station locale installée au droit du site ou de ses environs, ou auprès de la station météo la plus proche.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle par ray-grass
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V). Les PCB like sont également recherchés mais uniquement lors du point zéro.</p> <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, conformément au protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance par ray-grass n'est pas prévue par le protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07 référencé à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007.</p> <p>Cette surveillance a été mise en œuvre à l'initiative de l'exploitant. Elle est décrite dans le protocole CKL21/A554/PR01 version 1 du 21 juin 2022 appliqué depuis 2022 par le CVE. Ce document n'a pas été transmis à la DREAL pour validation préalable.</p> <p>Les deux dernières campagnes de biosurveillance par les ray-grass ont été faites du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2023 : 21/09 au 19/10, - 2024 : 17/09 au 17/10. <p>Les prélèvements sont réalisés en 8 points, 5 sites « mesures », 3 sites « témoins », plus un blanc qui reste en serre, mais est également analysé. Les points de contrôle sont les mêmes que pour les jauges OWEN et les 2 campagnes sont simultanées.</p> <p>Les composés analysés sont les 12 métaux solubles et insolubles, les dioxines et les furanes.</p> <p>Pour la campagne 2024, KALI'AIR a installé une station météorologique locale à proximité du site, mais pas sur le site même. Elle se trouvait au niveau du point 5 à 1,2 km au sud-ouest du CVE. Le protocole CKL21/A554/PR01 version 1 du 21 juin 2022 prévoit la récupération des données auprès de la station Météo France la plus proche (station de Dunkerque).</p> <p>Les mesures sont analysées par le bureau d'étude KALI'AIR. Les conclusions du rapport d'analyse de la campagne de 2024, indique pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dioxines et furanes polychlorés : « L'ensemble des points échantillonnés autour du CVE

présentent des teneurs inférieures aux valeurs recommandées par l'arrêté du 29 août 2014 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2001 qui fixe les teneurs maximales pour les substances et produits indésirables dans l'alimentation animale. Au vu des constats effectués, il semble exister d'autres sources extérieures au site. L'impact du CVE sur les teneurs en dioxines et furanes observées au niveau des différentes zones de surveillance n'est pas mis en évidence lors de cette campagne », - les métaux lourds : « Les résultats sur l'ensemble des stations de mesure pour l'arsenic, le cadmium, le mercure et le plomb sont inférieurs aux valeurs fixées par l'arrêté du 12 janvier 2001 modifié. Les constats effectués indiquent que l'impact direct du CVE sur les teneurs en métaux présentes dans l'environnement du site n'est pas mis en évidence lors de cette campagne. Néanmoins, une éventuelle influence du site sur les teneurs observées au niveau du point 5 pourrait être suggérée ».

Le rapport comprend un suivi de tendance des différentes campagnes réalisées depuis la première campagne ray-grass de 2022. Ce suivi ne montre pas de dégradations entre les différentes campagnes.

Lors de l'inspection, la DREAL a indiqué n'être pas opposée à l'ajout d'une campagne de contrôle par les ray-grass sous réserve qu'elle soit décalée par rapport à la campagne par jauge OWEN. Suite à cette remarque la CUD a transmis par courriel du 6 janvier 2026 une nouvelle version du protocole de surveillance environnemental, référencée CKL21/A554/PR01 version 2 du 23 décembre 2025 qui prévoit un mois de prélèvement par jauge OWEN entre septembre et décembre (12 métaux et 17 congénères PCDD/F) et un mois de suivi des retombés par ray-grass entre avril et novembre à une période différente des jauges. On aurait ainsi bien 2 mois de prélèvement des dioxines et furanes comme prévu par le protocole de surveillance initial validé par l'administration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance environnementale - Prélèvement de sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement de sols

Prescription contrôlée :

Article 9.2.4. - Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V). Les PCB like sont également recherchés mais uniquement lors du point zéro.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, conformément au protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07.

Protocole de surveillance KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07

Prélèvements de sol

- Une campagne tous les 5 ans
- Métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V), dioxines et furanes
- 5 jauges « mesure » et 3 jauges « témoins » - Mêmes emplacement que pour les jauges OWEN

Constats :

Les campagnes de prélèvement de sol ne sont pas faites régulièrement. Une campagne a été réalisée en 2012. Selon l'exploitant une autre campagne aurait eu lieu en 2016, mais ni lui, ni son bureau d'étude n'ont pu retrouver de trace écrite des résultats.

Dans le rapport de l'inspection du 30 septembre 2021, l'écart suivant a été notifié à la CUD

« Fait susceptible de mise en demeure n°2 : le protocole de surveillance environnementale autour du CVE de Dunkerque prévoit des prélèvements de sols à la périodicité de 5 ans. Les prélèvements de sols n'ont pas été réalisés à la périodicité prévue. L'exploitant justifiera la mise en place de ces prélèvements dans les meilleurs délais. »

Suite à cette remarque l'exploitant a fait réaliser une campagne de prélèvement en novembre 2021, suivi d'un nouveau prélèvement en janvier 2022, uniquement sur les dioxines et furanes, afin de valider les résultats obtenus lors de la première campagne.

La campagne de 2021, n'a porté que sur 7 métaux et non sur les 12 métaux listés à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2007 et prévus par le protocole KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07 prescrit par ce même article. Il manque les métaux suivants : Tl, Sb, Co, Cu, V.

Les prélèvements de la campagne de novembre 2021 ont été réalisés à proximité immédiate des 8 sites de prélèvement annuel par jauges OWEN. Les mesures ont été analysées par le bureau d'étude KALIES. Les conclusions du rapport sont les suivantes : « Au terme des investigations réalisées, les résultats obtenus en novembre 2021 mettent en évidence des dépassements ponctuels des valeurs de référence (BRGM - Fond pédo-géochimique du Nord-Pas-de-Calais - Alluvions marines des plaines maritimes) » en manganèse au niveau du point 3 et en plomb au niveau du point 4. Ces deux points sont situés dans la direction des vents dominants principaux.

Les concentrations en dioxines-furanes des échantillons analysés sont comprises dans la gamme des concentrations mesurées dans les sols sous influence industrielle. Certains échantillons présentent des concentrations inférieures à cet intervalle et correspondent plutôt à des sols urbains et des sols sous influence industrielle, notamment les 3 points témoin situés hors des zones de retombées. »

Pour le manganèse et le plomb les valeurs sont respectivement de 522 mg/kg et de 78,7 mg/kg pour des valeurs de référence de 498 mg/kg et de 63 mg/kg. Pour les dioxines-furanes la valeur du point 3 est de 15,12 ng/kg pour une valeur de référence comprise entre 8 et 17 ng/kg (sols sous influence industrielle).

Suite aux valeurs de dioxines- furanes, l'exploitant a fait procéder à une nouvelle campagne de mesure uniquement sur ce paramètre en janvier 2022. Les conclusions sont les suivantes : « Les concentrations sont sensiblement équivalentes ou inférieures à celles relevées lors de la campagne de novembre 2021. Ces résultats viennent confirmer la gamme des teneurs en dioxines et furanes mesurées lors de la précédente campagne : maximum 8,61 ng/kg au point 3 pour une valeur de référence comprise entre 8 et 17 ng/kg »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La campagne de 2021, n'a porté que sur 7 métaux et non sur les 12 métaux listés à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2007 et prévus par le protocole KA-07-07-008 version 1 du 24/07/07 cité dans ce même article. Il manque les métaux suivants : Tl, Sb, Co, Cu, V.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 6 janvier 2026 une nouvelle version du protocole de surveillance environnemental, référencée CKL21/A554/PR01 version 2 du 23 décembre 2025. La nouvelle version stipule que les campagnes de prélèvement de sol ne porteront que sur 7 métaux. Le bureau d'étude ayant rédigé le protocole précise que la mesure des métaux, Ti, Sb, Co, Cu et V n'était prévue que dans le cadre de la campagne « point zéro ».

L'inspection des installations classées ne valide pas ce point et maintient sa demande portant sur une mesure des 12 métaux listés à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 : Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V. Cette liste figure également dans le protocole CKL21/A554/PR01 version 1 référencé dans l'arrêté en page 4 et 50 paragraphe 4.3.3 « Prélèvement de sol » « Comme pour les jauges, les paramètres analysés à chaque campagne seront les dioxines et les 7 métaux lourds (Cd, Hg, Pb, As, Cr VI, Mn, Ni) + Ti, Sb, Co, Cu et V. ».

Il est demandé à l'exploitant de réaliser d'ici, fin 2026, une campagne de prélèvement des sols portant bien sur les 12 métaux listés à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 : Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 11 mois

N° 5 : Conduite à tenir en cas de détection de radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 2.14

Thème(s) : Risques accidentels, Conduite en cas de déchets radioactifs

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'établir, et met à jour, une consigne définissant la conduite à tenir en cas de détection d'une radioactivité supérieure au seuil d'admission fixé. Cette consigne définira les différentes attitudes et mesures de protection à adopter selon les situations possibles. Elle s'appuie sur la procédure guide définie par la circulaire du 30 juillet 2003 en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité pour les centres de traitement par incinération réalisée par l'Autorité de Sûreté Nucléaire et l'IRSN. En particulier, cette consigne fixe au moins les mesures suivantes :

- confirmation de la présence d'une radioactivité anormale dans le chargement ;
- application des mesures de sécurité radiologique conservatoire pour le personnel ;
- information sur le champ de l'inspection des installations classées ;
- information, en cas d'urgence de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) chargé d'évaluer l'impact radiologique de l'incident sur les travailleurs, le public et l'environnement et l'ASN ;
- transfert du chargement dans un lieu sûr, éloigné du personnel, à l'abri de la pluie et du vent, susceptibles de propager une contamination éventuelle ;
- évacuation des sources et déchets radioactifs éventuels, leur destination sera fonction de leurs caractéristiques : l'Agence Nationale de gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), ou le cas échéant, après accord de l'autorité compétente, retour au propriétaire ;
- rédaction d'un compte-rendu de l'incident radiologique constituant le retour d'expérience devant permettre d'éviter le renouvellement de ce type d'incident.

Constats :

Le CVE dispose d'un portique de détection de la radioactivité. Il est vérifié chaque année par la société BERTHOLD : 16/07/2024 et 15/07/2025. Il est réglé à 2,41 fois le bruit de fond.

La CUD possède un radiamètre portatif vérifié en même temps que le portique. PAPREC a également un radiamètre qui a été vérifié le 03/12/2025.

En cas de déclenchement du portique, la procédure est gérée par la CUD.

L'exploitant a établi une consigne intitulée « Fiche procédure en cas de détection de la radioactivité » du 01/10/2024. La procédure reprend les prescriptions de la circulaire du 30 juillet 2023 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies.

Une zone de quarantaine est prévue à l'écart des bâtiments afin d'isoler les camions. De même un local a été défini pour stocker les déchets à décroissance rapide.

Les détections sont rares sur le CVE : aucune en 2023, aucune en 2024, une en 2025.

La dernière détection date du 14 février 2025. Il s'agissait d'un camion appartenant à la CUD. Le véhicule a encore déclenché le portique au bout de 24 h. Au lieu de faire intervenir une société spécialisée afin d'extraire le déchet contaminé et de le caractériser, le camion est resté en isolement et est repassé chaque jour sous le portique, jusqu'au 24 février date à laquelle, il n'y a plus eu de détection de radioactivité. Le contenu a ensuite été déchargé en fosse. L'absence de déclenchement après 10 jours montre qu'il s'agissait d'un isotope à décroissance rapide.

Cette pratique n'est pas conforme à la circulaire du 30 juillet 2023 et n'est réalisable que lorsque l'exploitant est propriétaire du véhicule.

L'inspection des installations classées n'a pas été prévenue de ce déclenchement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à la CUD de prévenir l'inspection des installations classées en cas de déclenchement du portique de détection de la radioactivité et d'appliquer strictement la circulaire du 30 juillet 2023 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies.

Type de suites proposées : Sans suite